

## Conjoncture agricole

**Les prix ont globalement tendance à s'améliorer sur les marchés de l'élevage, mais les éleveurs doivent faire face à des hausses du coût des intrants (énergie, engrais, alimentation animale, ...). Certaines productions végétales ont par ailleurs subi des conditions météorologiques défavorables au début du printemps.**

La collecte régionale de lait de vache se redresse, mais reste en repli sur le premier quadrimestre comparativement à l'année dernière. Le marché de la viande bovine est fluide avec une consommation de VBF toujours dynamique. La grippe aviaire et la crise de la Covid-19 impactent la production de volailles de chair, alors que le prix des œufs repart à la hausse. Sur le marché de la viande porcine, les cours se stabilisent dans un marché européen bien approvisionné. La collecte régionale de lait de chèvre progresse alors qu'elle diminue au niveau national. En production ovine, les cours restent soutenus après la période de Pâques.

En grandes cultures, les marchés sont fermes et volatils sur fond de demande dynamique et d'adversité climatique. L'année 2021 a bien démarré pour les filières horticole et pépinière. Mais certaines filières du végétal spécialisé ont été perturbées par le climat au cours du printemps : la filière viticole est sévèrement touchée par le gel, la production et la consommation de légumes ont été affectées par les conditions climatiques adverses. En arboriculture (pomme de table), le solde commercial s'améliore en valeur grâce à la fermeté des cours, mais il se dégrade en volume.

### Intrants : des prix en hausse de 4 % sur les quatre premiers mois de l'année

Sur le premier quadrimestre 2021, comparativement à 2020, les prix des biens et services de consommation courante enregistrent une hausse de 4 %, consécutive à la progression du prix de l'énergie, des engrais et des aliments du bétail.

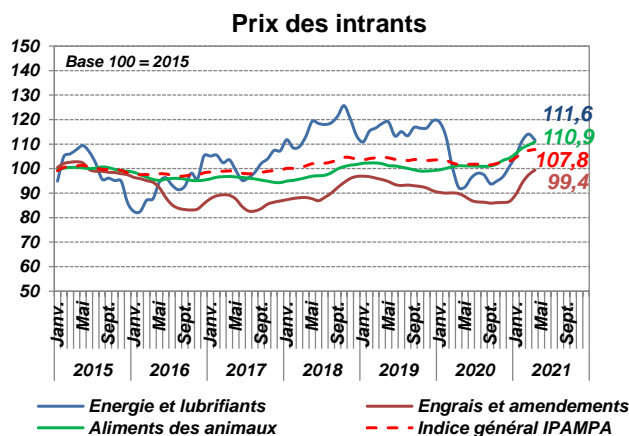
Le prix de l'énergie a fortement augmenté après octobre 2020, et sur les quatre derniers mois, le prix du gazole non routier s'est accru de 6,4 % par rapport à l'année précédente.

Le prix des engrais progresse de 5,6 % sur la même période (dont +11 % pour les engrais azotés).

Le prix des aliments pour animaux a augmenté de 8,4 %, avec une tendance particulièrement haussière pour le tourteau de soja : +19 %, et pour les céréales : +15 %.

Les biens et services ainsi que les frais généraux

voient leurs coûts augmenter plus modérément (+2,5 % et +3 %). Le prix des produits de protection des cultures reste stable.



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

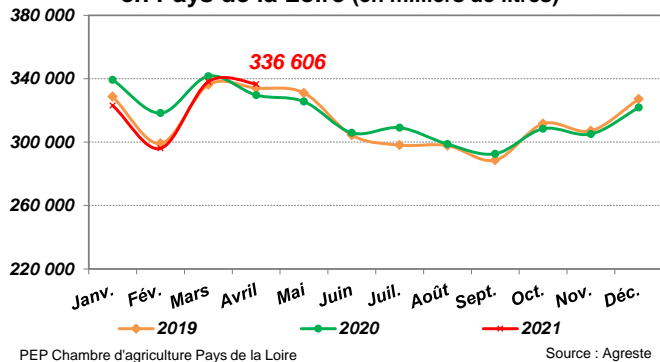
### Lait de vache : reprise de la collecte régionale et coût de production en forte hausse

Malgré une reprise depuis mars, la collecte laitière régionale a diminué de 2,6 % sur les quatre premiers mois de l'année, comparativement à 2020. Cette tendance se retrouve au plan national

(-2,4 %). Seules les régions Bretagne et Normandie connaissent des baisses plus modérées (respectivement -0,4 % et -0,8 %).

Ce repli des livraisons laitières s'explique par plusieurs facteurs : recul de 2 % du cheptel de souche (qui connaît un point bas historique), hausse des coûts de production (+6 % sur un an), et conditions météorologiques peu favorables au début du printemps.

**Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)**

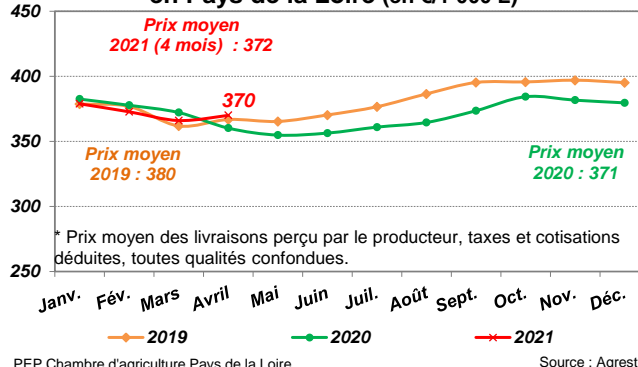


En Europe aussi, la collecte connaît un rebond en mars et avril après deux mois de baisse. En Irlande, la production est toujours soutenue, alors qu'au Royaume-Uni et en Pologne, les livraisons enregistrent une légère hausse. La collecte allemande, quant à elle, amorce comme en France un redressement en avril.

A l'échelle mondiale, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande tirent la production des grandes régions exportatrices. La forte demande en Chine et en Asie du Sud-Est soutient les cours des commodities laitières (beurre, poudre).

Cette hausse du prix des ingrédients laitiers, ainsi que la progression du coût de production, ont tardé à se répercuter sur le prix du lait. Celui-ci amorce tout juste un mouvement de reprise en avril, après trois mois de repli par rapport à l'année précédente. En Pays de La Loire, le prix moyen payé au producteur, toutes qualités confondues, et pour l'ensemble du lait (conventionnel et biologique), s'établirait ainsi à 370 €/1 000 litres en avril (donnée FranceAgriMer). Il dépasse de 10 €/1 000 litres son niveau d'avril 2020 (fortement impacté par la crise de la Covid-19) et retrouve son niveau de 2019.

**Evolution mensuelle du prix\* du lait en Pays de la Loire (en €/1 000 L)**

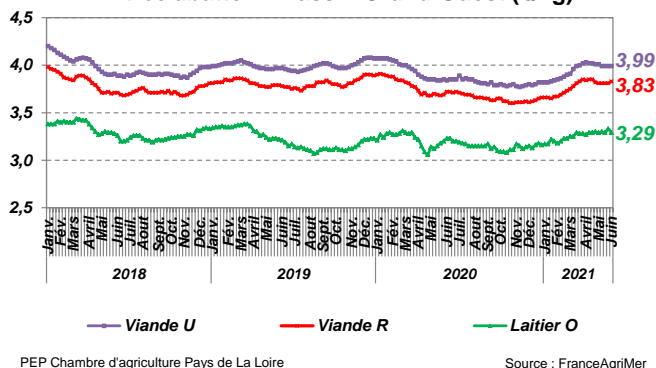


Pour les mois à venir, les perspectives de prix sont plutôt favorables en raison d'une demande dynamique, mais le coût des intrants devrait aussi poursuivre sa progression.

## Viande bovine : redressement des cotations des jeunes bovins et des femelles mais aussi des coûts de production

Le marché de la viande bovine est marqué par une bonne activité et par l'amélioration des prix depuis février, mais c'est insuffisant pour compenser l'envolée du prix des charges. Les cotations des jeunes bovins se sont redressées depuis février, dans un contexte d'allègement global du marché européen.

**Cotations régionales des jeunes bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)**



En semaine 22, le cours du jeune bovin R (3,83 €/kg), dépasse de 3,8 % son niveau de 2020 à la même date (+3,6 % en jeune bovin U). Les ventes

sont en effet dynamiques vers l'Allemagne qui connaît une baisse de production. Sur la deuxième quinzaine d'avril, les abattages de jeunes bovins ont retrouvé leur niveau de 2019 (après le net repli du printemps 2020 marqué par la crise de la Covid-19).

En femelles, la demande de viande française, et les cotations, ont été soutenues par la progression des repas à domicile: progression de 7 % du cours de la vache Charolaise (4,13 €/kg en semaine 22) et de la vache O par rapport à l'année précédente.

L'offre de femelles est pourtant en hausse significative: +6 % par rapport à 2019 en vaches allaitantes, +7 % en vaches laitières (sur la deuxième quinzaine d'avril), en raison de la poursuite de la décapitalisation (repli de 2 % des cheptels de souche laitier et allaitant). Mesurée par bilan, la consommation de viande française a progressé de 4 % sur le premier trimestre 2021-20.

S'agissant des échanges, les importations françaises se situent comme en 2020 à un faible niveau (-26 % sur le premier trimestre par rapport à 2019). Et les exportations ont enregistré un recul de 6 % sur l'ensemble du premier trimestre 2021-20 (retrait vers

la Grèce et l'Italie notamment), même si les envois ont été bons en mars vers l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas.

Sur le marché des broutards, les cours poursuivent leur hausse saisonnière, sans rattraper leur niveau des années antérieures (-5 %/2020 fin avril en Charolais U de 350 kg). Les exportations ont pourtant

été dynamiques en mars vers l'Espagne, et en avril vers l'Italie.

Le marché du veau de boucherie reste encombré. Les cours entament leur baisse saisonnière. Ils dépassent le niveau très dégradé de 2020 (+15 %) et de 2019 (+5 %) mais restent au-dessous des cours de 2018, alors que le prix des matières premières s'envole.

## Volaille de chair : abattages en baisse et flambée des prix des aliments en ce début 2021

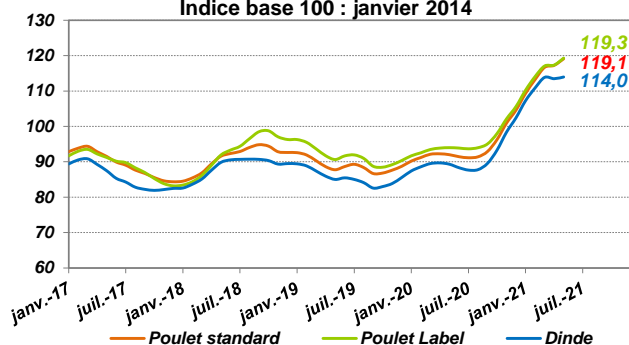
La propagation de la grippe aviaire et la crise sanitaire liée à la Covid-19 ont eu pour conséquence de diminuer la production. En effet, le virus de l'influenza aviaire a engendré des abattages sanitaires et préventifs, surtout pour le canard. La fermeture de la RHD, qui résulte de la pandémie, a fait chuter la production de canards également, mais aussi de pintades.

Les abattages de volaille de l'Union européenne ont reculé de -7,3 % sur deux mois en 2021 comparé à 2020. En France, les abattages de janvier à avril ont été de 519 400 tec, et ont ainsi diminué de -3,6 % sur un an. Ce déclin touche toutes les espèces excepté le poulet de chair (+1,3 %) : dinde (-4,4 %), canard à rôtir (-12,2 %), canard gras (-37,1 %) et pintade (-19,9 %). En Pays de la Loire, les abattages de volailles ont été de 72 126 tec en janvier/février, soit -2,9 % sur un an. Cette baisse a été conduite par la diminution des abattages de gallus (-1,3 %), canards (-11,5 %) et pintades (-32 %), tandis que ceux de dindes ont augmenté (+5 %).

La consommation de viande de volaille a diminué de 0,5 % au premier trimestre 2021 sur un an, mais reste supérieure de 2,6 % à la moyenne des cinq dernières années. Au premier trimestre, la consommation de viande de dinde a régressé de 5,5 %, celle de canard de 23 %, et

enfin celle de pintade de 24 %. Seul le poulet tire vers le haut la consommation de volaille, avec une croissance de 8,5 %.

Coût des matières premières de l'aliment volaille  
Indice base 100 : janvier 2014



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : ITAVI

Les indices ITAVI enregistrent une flambée des prix des aliments de la volaille. La demande mondiale de céréales est dynamique, et particulièrement la demande chinoise. Il en résulte des stocks mondiaux amoindris. De plus, le surgissement de risques climatiques a aussi exacerbé les cours. A titre d'illustration, l'indice (base 100 : janvier 2014) du coût des matières premières de l'aliment du poulet standard est passé de 109,32 à 119,10 entre janvier et mai 2021. La répercussion de cette hausse sur l'aval n'a pas eu lieu pour l'instant et les prix évoluent peu.

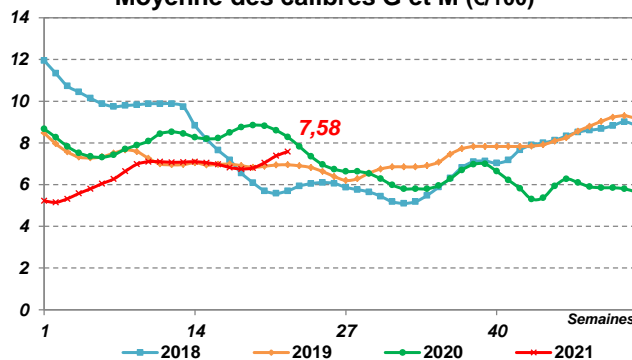
## Œufs de consommation : rebond des prix

Au premier trimestre 2021, la production française d'œufs est estimée à 3,7 milliards d'unités, en hausse de +5,3 % comparé à celle du premier trimestre 2020. Puis, en avril et mai 2021 la production d'œufs de consommation a progressé respectivement de +2,6 % et +4,4 % sur un an, soit une quantité de 2,4 milliards d'unités.

La baisse de l'offre d'œufs en UE entraînant davantage exportations françaises (+69,7 % par rapport à 2020), ainsi que la hausse des achats d'œufs alternatifs en France ont permis un rebond des prix sur le marché français. La cotation était descendue à 5,15 €/100 en janvier et est remontée à 7,58 €/100 début juin. Elle retrouve ainsi le niveau des périodes précédentes. Cependant, le coût des aliments pour les poules pondeuses continue

d'augmenter ; l'indice ITAVI (base 100 janvier 2014) est passé de 111,83 à 120,39 entre janvier et mai.

Cotations des œufs de consommation TNO  
Moyenne des calibres G et M (€/100)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Les Marchés

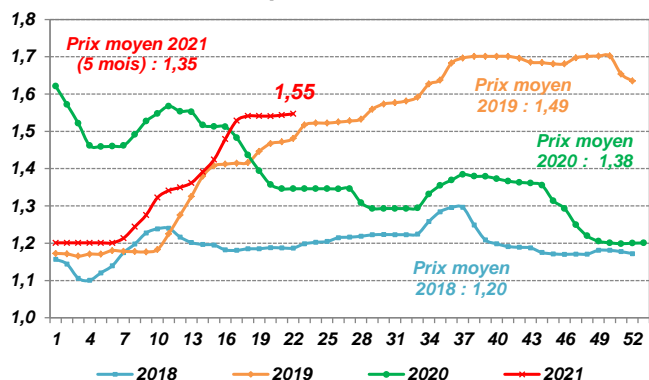
Néanmoins, tous modes d'élevage confondus, les achats d'œufs coquilles par les ménages français au

premier trimestre 2021 ont diminué de -3 % par rapport à 2020.

## Viande porcine : des cours qui se stabilisent dans un marché européen bien pourvu et concurrencé

Après une année 2020 de repli des cours (1,20 €/kg en décembre 2020), les prix se redressent depuis mi-février 2021. Ils ont progressé jusqu'à 1,55 €/kg et se sont stabilisés à partir du mois de mai. Les exportations ont encore été très dynamiques sur la première partie d'année mais tendent à se ralentir désormais.

**Cotations du porc cadran breton (€/kg)**



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : IFIP d'après MPB

Sur le premier trimestre 2021, les exportations de l'Union européenne ont augmenté de 30 % comparé au premier trimestre 2020. Elles ont été dynamiques vers la Chine (+26 %) mais également vers les autres pays d'Asie, excepté le Japon. Les exportations françaises vers la Chine se sont aussi fortement accrues (+92,4 %). Elles ont toutefois été en net recul vers les pays de l'Union européenne, et finalement la France n'a augmenté ses exportations

que de 1 %. Depuis quelques semaines, la Chine modère ses importations. Elle devrait les reprendre traditionnellement vers la fin du mois de juillet. Dans ce marché moins dynamique vers la Chine et dans un contexte allemand de FPA et de restrictions d'exportations, le marché européen se trouve aujourd'hui très largement approvisionné par les viandes allemandes et espagnoles.

Alors que les exportations hors Union européenne s'atténuent, le relais aurait pu être pris par la consommation intérieure. En effet, avec la réouverture des restaurants et une consommation printanière de porc habituellement stimulée par les barbecues, une progression plus franche de la demande intérieure était espérée. Toutefois, la météo des mois d'avril et mai n'a pas favorisé les grillades. On s'attend à une demande plus ferme dans les prochaines semaines. Sur le premier quadrimestre 2021, la consommation française de porc (à domicile et hors domicile) est stable d'une année sur l'autre.

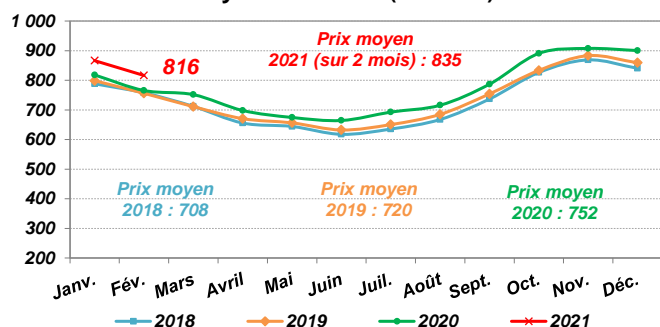
La rentabilité des élevages se trouve affectée par un prix de l'aliment en forte hausse suite à la flambée des prix des matières premières végétales.

Selon les prévisions de l'USDA, la production mondiale porcine progresserait de 5 % en 2021, en lien avec la reprise chinoise (estimation de +11 %). Les échanges mondiaux seraient en léger recul. Dynamiques sur la première partie d'année, les importations chinoises sont prévues en repli ensuite.

## Lait de chèvre : légère progression des livraisons ligériennes dans un contexte de collecte nationale en retrait

Après une collecte nationale très dynamique en 2020, l'année 2021 débute par un recul de -1,4 % sur le premier quadrimestre. Une mauvaise qualité des fourrages récoltés à l'automne est à déplorer.

**Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)**



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

En Pays de la Loire, l'évolution reste positive sur ce début d'année avec une progression de 0,5 %, étant moins impactée sur la qualité de ses fourrages. Les importations poursuivent leur repli. Elles diminuent de 25 % sur les quatre premiers mois de l'année. Les moindres disponibilités en Espagne et Pays-Bas et la demande forte de la distribution en lait français en sont les principales raisons. Les disponibilités des laiteries baissent ainsi sensiblement sur cette première partie d'année.

Les fabrications de fromages s'orientent à la baisse sur le premier quadrimestre 2021 : -2,8 %. En lait conditionné, les fabrications sont peu dynamiques (-4,8 %) alors qu'elles ont fortement progressé en ultra frais (+12,8 %). Les exportations diminuent de 2,3 %, les laiteries privilégiant le marché français.

Le prix du lait de chèvre s'améliore sur ce début d'année. Toutefois, les charges en élevage s'envolent

depuis le second semestre 2020, hausse imputable au prix de l'aliment.

La filière chevreau a été lourdement impactée par la crise de la Covid-19 en 2020. Les prix sont restés bas à Pâques en 2021 quand les charges sont en forte hausse (envolée du prix de la poudre de lait), créant

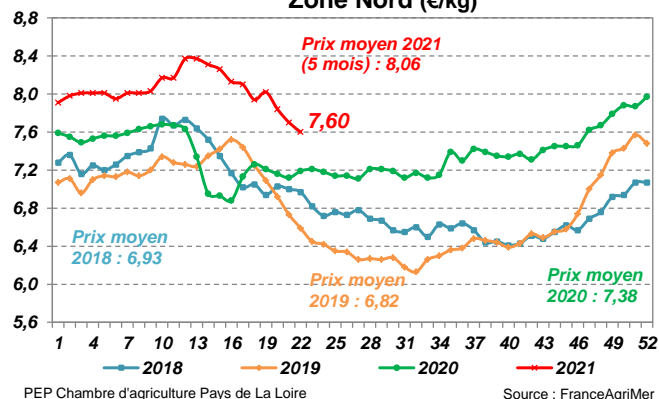
des situations financières difficiles pour les engraisseurs. Par contre, les stocks s'écoulent progressivement avec une nette augmentation des exportations. Elles ont progressé de 60 % sur le premier trimestre 2021 mais les prix sont très dégradés. La filière espère un marché plus assaini pour la fin d'année.

## Viande ovine : tassement sur le marché français

Après avoir atteint un niveau record à Pâques, le cours de l'agneau reste à un niveau soutenu tout en poursuivant la baisse saisonnière habituelle (7,60€/kg en semaine 22 pour l'agneau classe U soit +6 %/2020) en raison de l'offre limitée sur le marché français.

En avril 2021, les abattages ovins français sont annoncés à la baisse (-15 %, en volume de viande). Cela peut s'expliquer en partie par le décalage des dates des fêtes pascales (le 4 avril 2021 contre le 12 avril 2020). Le constat est différent sur les quatre premiers mois, les volumes d'abattage ont en effet progressé de 8 % par rapport à 2020.

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)  
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir  
Zone Nord (€/kg)**



Les échanges de viande ovine sont boostés par le ré-export de viande britannique. Les importations s'annoncent dynamiques selon les douanes françaises (+23 %) mais en réalité, les importations destinées au marché français reculent de 3 % par rapport à 2020, malgré une progression de l'origine espagnole marquée par l'importation d'agneaux vifs. Les exportations sont quant à elles multipliées par 3,5. Les destinations sont l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas, principaux débouchés du Royaume-Uni.

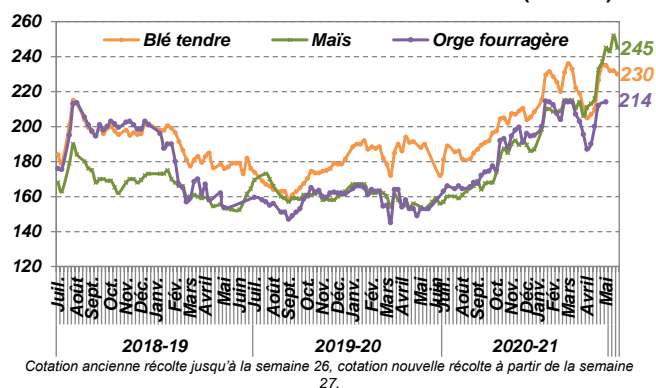
L'offre reste limitée sur le marché européen alors qu'en Nouvelle-Zélande, les exportations grimpent avec un volume d'abattage en hausse malgré la décapitalisation du cheptel.

## Grandes cultures : cours soutenus mais volatils

### Céréales : volatilité des cours

Les cours des céréales ont été soutenus, mais volatils depuis le début de l'année 2021. Plusieurs éléments ont pesé sur le marché des céréales ces trois derniers mois.

**Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)**



Tout d'abord, le mois de mars a été synonyme d'une activité faible, peu d'achats ont eu lieu. De plus, les bonnes conditions des cultures et prévisions météorologiques, ont contribué au recul des cotations des céréales. Malgré un mois de mars associé à une

détente des cours, les cotations sont reparties à la hausse à partir d'avril. Par ailleurs, en avril les conditions climatiques ont été défavorables. Le temps sec du Brésil et les épisodes de froid aux Etats-Unis ont soutenu les cours du maïs. Les incertitudes hydriques dans certaines zones des Etats-Unis ont contribué à la hausse de la cotation du blé.

En France, le froid et le gel du mois d'avril ont dopé les cours des céréales, et notamment celui de l'orge. En mai, les cotations des céréales ont reculé du fait des pluies favorables dans l'hémisphère nord.

De plus, ce ne sont pas tant les aléas climatiques que la demande mondiale dynamique qui pousse les cours des céréales vers le haut. Les hausses des cours du blé et de l'orge sont entraînées par celle du maïs, le blé et l'orge complétant le manque de maïs. Les cours de l'orge sont toujours soutenus par la très forte demande chinoise. Le rapport du CIC du 29 avril a attribué la hausse des prix céréaliers aux craintes de voir la prévision d'offre diminuer, à cause des tensions météorologiques et des stocks mondiaux au plus bas depuis cinq ans.



Enfin, la parution du rapport USDA fin mars a permis un regain des cours des céréales grâce aux surfaces de maïs en dessous des attentes. Le rapport de l'USDA d'avril a eu peu d'influence sur les cotations des céréales. Celui de mai a indiqué des stocks de maïs au-dessus des attentes, impactant à la baisse les cours.

### Oléagineux : record de la cotation du colza

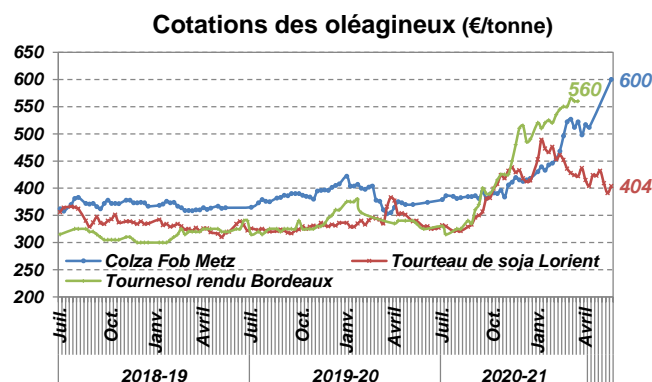
La cotation de colza a atteint des records historiques terminant à 600 €/tonnes fin mai.

Premièrement, les cours du colza ont été tirés par la hausse du prix de l'énergie. L'augmentation des cours du pétrole est un facteur de l'envolée des cotations des oléagineux, du fait de leur utilisation comme bioénergie. La politique de biodiesel américaine annoncée fin mars a aussi soutenu le prix de l'huile de soja, impactant par ricochet le colza à la hausse.

Par ailleurs, la forte demande en huile, les mauvaises prévisions de récoltes de soja au Brésil et en Argentine dues aux aléas climatiques, et l'offre

restreinte de canola ont profité au cours du colza. En effet, fin avril le Canada a acheté du colza faute de disponibilité de canola.

Enfin, le colza a également été sous tension en France à cause de dégâts d'insectes et du gel d'avril.



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

## Viticulture : la récolte 2021 sera impactée par le gel

Dans l'Anjou-Saumur, les coups de gel de la première quinzaine d'avril ont été sévères. Une mission d'enquête calamité est en cours, plusieurs secteurs comme le Bas-Layon, l'Aubance, la zone de Martigné-Briand, ont été très touchés. L'enquête permettra une évaluation plus précise des conséquences pour la prochaine récolte. Dans le vignoble nantais, les gelées ont causé des dégâts très importants jugés plus sévères qu'en 1991. 100 % du vignoble est touché avec des taux de gels des bourgeons au-delà de 75 % la plupart du temps et allant jusqu'à 100 %, le vignoble est plus touché qu'en 2016, 2017 et même 2019. Des entreprises seront affectées, notamment celles qui étaient déjà fragiles.

S'agissant des sorties de chais du vignoble du Val de Loire, Interloire dresse sur les sept premiers mois de la campagne 2020-21 un bilan identique à celui de 2019-20 (début août à fin février). Le redémarrage des sorties depuis décembre compense les pertes générées entre septembre et novembre. Les sorties de chais de rosés sont en pleine croissance notamment dynamisées par le Cabernet d'Anjou et le

Rosé d'Anjou. Les rouges suivent également une tendance positive comme l'AOP Saumur-Champigny en Pays de la Loire. D'autres appellations sont cependant en baisse comme l'Anjou Rouge et le Saumur Rouge. Les blancs affichent également une baisse des volumes sortis par rapport à la même période de la campagne 2019-20. Le recul concerne essentiellement les appellations Muscadet Sèvre et Maine, Coteaux du Layon, Saumur blanc et Anjou blanc. Les fines bulles restent globalement fortement impactées par la crise de la Covid-19 même si quelques produits demeurent épargnés comme l'Anjou fines bulles et le Saumur fines bulles.

Les exportations de vins du Val de Loire se sont stabilisées en volume sur douze mois entre mars 2020 et février 2021, mais ont reculé en valeur. La demande soutenue en Europe compense les difficultés sur le marché américain. En moyenne, la dynamique la plus forte provient des fines bulles, la demande progresse légèrement pour les rouges et les rosés, alors que celle des blancs recule. A noter cependant la progression des exportations de Muscadet de 6 %.

## Horticulture et pépinière : un très bon début d'année

Après une année 2020 marquée par les restrictions de commerce du végétal ornemental lors du premier confinement mettant en difficulté un certain nombre d'entreprises horticoles, l'année 2021 a très bien débuté. Les mois de mars et avril ont été particulièrement bons quand le mois de mai pluvieux a connu un petit ralentissement d'activité. Une fois n'est pas coutume, tous les secteurs de l'horticulture et de la pépinière sont concernés par un excellent printemps qui a démarré très tôt. Plusieurs raisons peuvent être avancées à cette très bonne activité.

Tout d'abord, le végétal a été reconnu de première nécessité et n'a pas subi de nouvelles restrictions de vente lors des autres confinements. Avec le bricolage, la cuisine et le sport, le jardinage a été une activité très convoitée par les Français en ces temps de limitations des sorties (restaurant, voyages, spectacle...). Egalement, la végétalisation du cadre de vie est de plus en plus affirmée.

Le marché professionnel du paysage et des collectivités a très bien fonctionné. Autre point à mettre en avant : la demande croissante de fleurs et de végétaux français de la part des consommateurs. Suite au plan d'aide mis en place afin de surmonter les pertes rencontrées par le secteur de l'horticulture et de la pépinière au printemps 2020, les entreprises ont déposé leurs dossiers et sont toujours dans l'attente d'un retour du ministère.

Dans ce contexte de marché porteur, il ne faut pas oublier les enjeux de structuration, d'organisation, de mise en commun pour la mise en marché des végétaux.

La demande a probablement été un peu exacerbée avec la crise sanitaire mais cet engouement pour le végétal devrait perdurer.

## Légumes : les conditions météorologiques perturbent l'offre et la demande

Sur la période de mars à mai, le marché des légumes est en période de transition avec l'arrivée des produits de saison (asperge, tomate, concombre, puis courgette et produits primeurs). Il a de nouveau été impacté par la crise sanitaire au cours du printemps avec la mise en œuvre d'un troisième confinement (avril-mai) avec notamment la fermeture des collectivités. Les annonces d'un déconfinement progressif permettent le retour des restaurateurs sur le marché de gros. Il reste cependant mesuré compte tenu des jauges appliquées en terrasse et de la prudence des acheteurs dans l'attente des prochaines étapes du déconfinement.

Du point de vue météorologique, le climat, doux en mars, a dynamisé la consommation des produits de saison. Par contre, la dégradation des conditions climatiques et la vague de froid à partir de la semaine 14 ont impacté à la fois les productions et la consommation jusqu'au mois de mai.

Les cultures d'été en plein champ ont été réalisées dans des conditions climatiques assez perturbées ce qui pourra limiter la production sur les mois à venir.

Les volumes de tomate ont augmenté progressivement, mais la demande est restée limitée

du fait des conditions climatiques peu propices à la consommation. L'offre a continué de s'étoffer en mai avec l'arrivée de la production de l'ensemble des bassins. Des stocks se sont constitués face à une demande toujours peu dynamique, la concurrence interbassin s'est installée. La tomate a été placée en PAB (prix anormalement bas) du 21 au 27 avril, puis est entrée en crise conjoncturelle le 28 mai.

La demande de concombre, freinée par les conditions climatiques, a suffi à écouler l'offre de concombre limitée pendant la période d'arrachage et de replantage des plants.

Le marché de l'asperge est parvenu à un certain équilibre entre offre et demande limitées par les conditions météorologiques.

Sur le marché de la salade, la transition entre productions d'hiver et d'été s'est opérée à partir de la fin du mois d'avril. L'offre du Sud-Est ralentit peu à peu et les volumes du Val de Loire et d'Ile de France deviennent prépondérants. La concurrence interbassin diminue. A l'instar du marché du concombre, l'amélioration des conditions climatiques et la réouverture progressive de la restauration soutiennent la demande.

## Pomme de table : un chiffre d'affaires national stable et un solde commercial positif en valeur

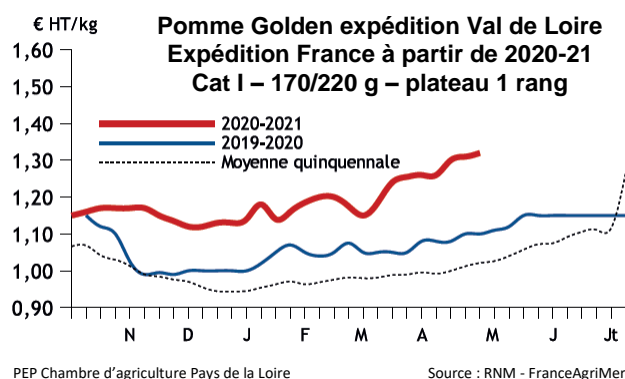
En recul de 13 % par rapport à l'année précédente, la récolte française 2020 se confirme comme la plus faible depuis sept ans.

En Pays de la Loire, la production est estimée en retrait de l'ordre de 10 % sur un an. Les facteurs en cause sont l'alternance (baisse de production après une récolte importante), ainsi que des problèmes de floraison puis de sécheresse estivale. La production de Golden a chuté de plus d'un quart sur un an. La variété Gala a mieux résisté.

En avril, les températures fraîches ont soutenu la consommation et contribué à la hausse des cours, déjà bien orientés en raison de la faiblesse de l'offre.

Le prix des Golden de catégorie 1 s'est ainsi accru de 18 % sur un an en Val de Loire. Sur le marché de la compote, la forte hausse des prix a conduit les

transformateurs à recourir à de la catégorie 2 pour couvrir leurs besoins.



Au niveau des échanges, les exportations ont reculé de 8 % en volume sur les sept premiers mois de la campagne, principalement à cause du repli de 18 %

sur les pays tiers. Les échanges avec le Moyen-Orient ont en effet enregistré une baisse de plus de 35 %, par suite du boycott de nos produits depuis octobre. Au sein de l'Union européenne, la France a regagné des parts de marché, vers l'Allemagne (+19 %) et les Pays-Bas (+20 %), qui sont nos principaux clients dans l'Union européenne après l'Espagne.

Quant aux importations (qui représentent moins de 10 % de notre consommation), elles ont progressé de 30 % (en provenance d'Italie et de Pologne) pour compenser la faiblesse de la production française,

2020. Les ventes vers le Royaume-Uni ont par contre progressé de 14 %.

notamment à destination de l'industrie de transformation.

Au final, l'excédent commercial a augmenté en valeur, du fait de la fermeté des cours français et de la bonne place des variétés « club » dans les exportations. Pour les semaines à venir, le faible disponible en pommes observé début juin laisse augurer une fin de saison précoce.



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»



#### Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr